



**BANQUE
NATIONALE**

MARCHÉS FINANCIERS

Une division de la Banque Nationale du Canada

Perspectives économiques provinciales

Été 2013

Groupe économie et stratégie

514.879.2529

Stéfane Marion

Économiste et stratège en chef

Paul-André Pinsonnault

Économiste principal Revenu fixe

Krishen Rangasamy

Économiste principal

Marc Pinsonneault

Économiste principal

Matthieu Arseneau

Économiste principal

Faits saillants

- Dans l'ensemble du Canada, la croissance économique devrait être modérée à 1,5 % en 2013, suivie d'un rebond 2,2 % en 2014. L'année 2013 sera caractérisée par un répit de la demande intérieure, amené par le freinage du marché immobilier résidentiel, le ralentissement de la croissance des dépenses publiques (en raison du resserrement des budgets provinciaux et fédéral), la faiblesse de la consommation, alors que les ménages canadiens s'efforcent de contenir leur endettement, et une certaine accalmie des investissements des entreprises. En dépit du huard qui restera fort, le commerce international contribuera à la croissance économique sur l'horizon de prévision, renversant la tendance des dernières années.
- Même si les administrations publiques ne contribueront que peu ou pas à la croissance économique dans la plupart des provinces, cette croissance sera inégale d'une région à l'autre.
- Hormis le retour à la normale de la production pétrolière, un pic de construction dans le développement des ressources énergétiques stimulera la croissance économique de Terre-Neuve-et-Labrador en 2013 et 2014.
- C'est dans les Maritimes, au Québec et en Ontario que l'atonie de la demande intérieure sera la plus évidente. De ces cinq provinces, seule l'Île-du-Prince-Édouard pourrait croître au taux national en 2013 en raison de la vigueur de l'emploi. Le Québec et l'Ontario connaîtront des performances identiques, soit un taux de croissance économique limité à 1,2 % en 2013, malgré la contribution positive du commerce international, et de 2,0 % en 2014.
- La demande intérieure, stimulée par l'immigration internationale, les investissements des entreprises et la croissance de l'emploi, croîtra de façon satisfaisante au Manitoba.
- Le développement des ressources et les consommateurs stimulés par la forte progression de l'emploi et des salaires sont les atouts de la Saskatchewan et de l'Alberta. Dans la première, la reprise en 2013 des exportations de potasse est un autre contributeur important.
- Au début de 2013, le marché du travail et le marché résidentiel en Colombie-Britannique traversaient des passages à vide selon nous temporaires. La croissance économique devrait passer de 1,5 % en 2013 à 2,7 % en 2014.

TABLE DES MATIÈRES

TOILE DE FOND ÉCONOMIQUE 2

LES ÉCONOMIES PROVINCIALES

Québec – Une demande intérieure léthargique, un budget équilibré 6

Ontario – Un creux de vague en 2013 9

Provinces de l'Atlantique 11

Provinces de l'Ouest 15

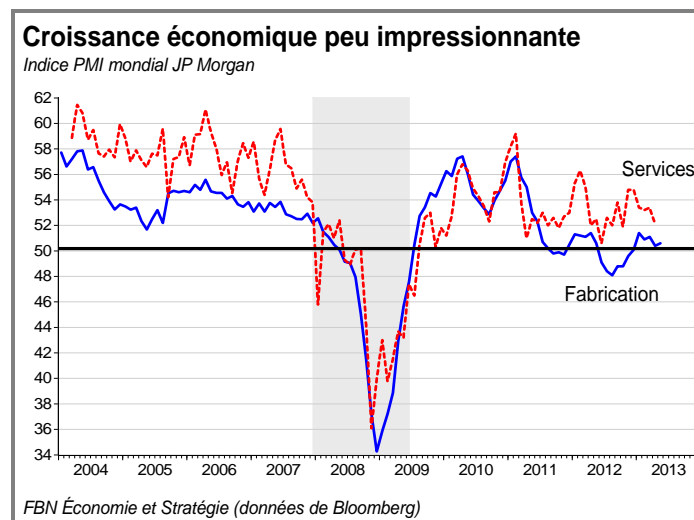
Tableaux de prévisions 21

Sommaire des budgets provinciaux 2012-2013 22

Toile de fond économique

Monde

La croissance économique mondiale reste peu impressionnante depuis le début de 2013. La zone euro est engluée dans la récession, la Chine est en transition vers un modèle de croissance économique plus tourné vers le marché intérieur et les États-Unis sont freinés par la hausse des impôts et les compressions budgétaires fédérales. En revanche, les perspectives pour le Japon sont devenues nettement meilleures. Le nouveau Premier ministre s'est engagé à briser la spirale déflationniste du pays grâce à des réformes structurelles et la Banque du Japon a lancé des mesures de stimulation monétaire sans précédent. Le PIB du pays a crû à un taux annuel de 4,1 % au T1, son meilleur trimestre depuis un an. Pendant ce temps, les banques centrales d'Asie du Sud-est et d'Europe ont réduit leur taux d'intérêt directeur ces dernières semaines et certains pays européens ont été autorisés à allonger les délais de leurs programmes d'austérité. Ces mesures devraient contribuer à soutenir l'économie mondiale dans les mois à venir. Bref, la croissance du PIB mondial est en bonne voie d'atteindre notre prévision d'un peu plus de 3% cette année.

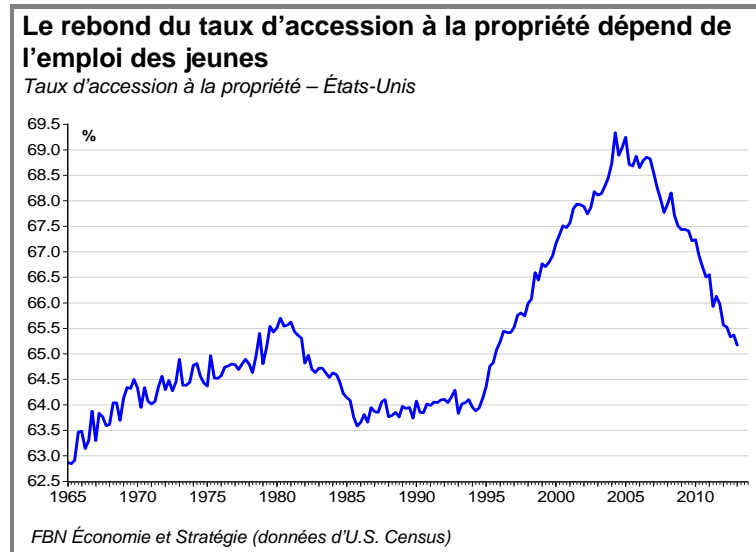


États-Unis

Les indicateurs économiques américains confirment une diminution de l'élan économique au T2. La croissance trimestrielle du PIB est en voie de s'établir à environ 1 % seulement en rythme annualisé, une atonie provenant de l'affaiblissement de la demande des marchés d'outre-mer et de l'effet des compressions budgétaires automatiques de l'État fédéral. Le secteur manufacturier a aussi écopé durant le trimestre.

Heureusement, l'affaiblissement du secteur de la fabrication est compensé par la résilience de l'emploi. Selon les derniers développements, les perspectives sont prometteuses. Depuis le début de l'année, 190 000 emplois salariés ont été ajoutés en moyenne chaque mois, grâce à la contribution du secteur privé. L'emploi à temps plein s'est aussi amélioré, un point positif pour la formation des ménages et un facteur crucial pour renverser le déclin du taux d'accèsion à la propriété et pour soutenir l'appréciation du prix des logements. La démographie de la création d'emplois contribue à ce résultat – l'emploi pour les travailleurs de 25 ans et plus a maintenant presque retrouvé son niveau d'avant la récession. Il est impressionnant de constater que plus de la moitié des emplois créés en mai sont allés à des travailleurs

âgés de 25 à 34 ans, ce qui permet d'espérer que la croissance du deuxième semestre sera davantage stimulée par la consommation.

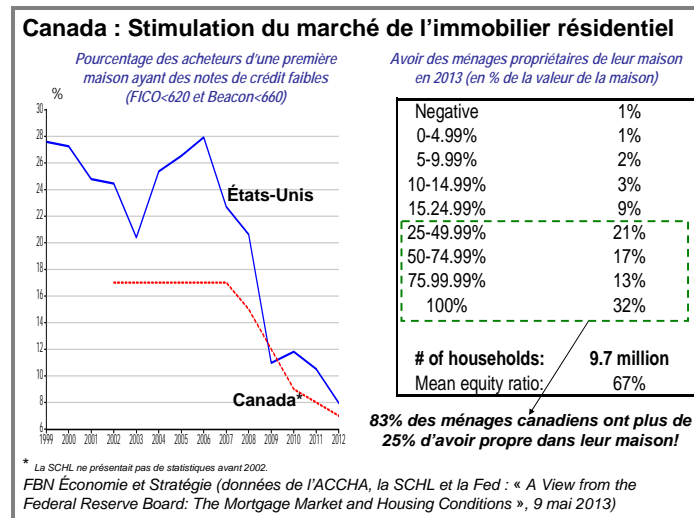


Après une avancée de 2,2 % en 2012, nous nous attendons à une croissance de 1,8 % en 2013, suivie d'un rebond à 2,7 % en 2014.

Canada

Le PIB canadien a augmenté de 2,5 % en rythme annualisé au T1 2013, accélérant par rapport à une croissance révisée à la hausse de 0,9 % au trimestre précédent. Cet élan ne devrait pas se propager au second semestre. En effet, la demande intérieure devrait être atone dans les mois à venir, encore freinée par le marché de l'immobilier résidentiel, le ralentissement de la croissance des dépenses publiques (en raison du resserrement des budgets provinciaux et fédéral) et la faiblesse persistante de la consommation, alors que les ménages canadiens s'efforcent de contenir leur endettement. Alors que la croissance économique du premier trimestre a dépassé d'un point de pourcentage l'estimation de la Banque du Canada, cela n'entraînera pas un durcissement de la position de cette dernière, car l'inflation sur 12 mois demeure bien en deçà de sa cible de 2 %.

L'investissement résidentiel est en baisse ces derniers mois et l'inflation des prix des maisons sur 12 mois est maintenant au plus bas depuis 2009. Un affaiblissement de la demande de logements était largement attendu et même voulu par le gouvernement fédéral, qui a durci les règles hypothécaires l'an dernier. Cela dit, le marché immobilier résidentiel reste soutenu par les taux d'intérêt faibles, qui ne devraient pas remonter à court-terme étant donné la faiblesse de l'inflation et la probabilité très faible d'une poussée des défauts de paiement, puisque les normes de prêt hypothécaire sont beaucoup plus strictes au Canada qu'aux États-Unis. Le marché immobilier résidentiel est aussi protégé par l'endettement relativement faible des propriétaires immobiliers canadiens, dont 83 % détiennent plus de 25 % d'avoir propre dans leur maison. Selon nous, un ralentissement contrôlé du marché canadien de l'immobilier résidentiel semble beaucoup plus probable qu'un effondrement tel que celui observé aux États-Unis, par exemple.



Le dollar canadien a mieux tenu le coup face à la montée récente du dollar US que d'autres devises tributaires des matières premières. Avec la montée des anticipations du programme d'achat d'actifs de la Fed, le dollar canadien continuera de se déprécier quel peu face au billet vert, et ce jusqu'au début de 2014, atteignant alors 0,94 \$US, avant de revenir autour de la parité par la suite. La compétitivité des exportateurs canadiens restera déterminée par la productivité plutôt que par la dépréciation de la devise.

Le gouvernement fédéral prévoit éliminer son déficit lors de l'exercice financier 2015-2016. La réduction de 12,1 milliards \$ du déficit d'ici l'exercice 2014-2015 (de 18,7 milliards \$ à 6,6 milliards \$) est un objectif ambitieux. Il est atteignable si la croissance économique en termes nominaux est à la hauteur des projections et si le coût du financement de la dette reste bas. Sur ce dernier point, l'engagement du gouvernement à mener une saine politique budgétaire continuera sans doute d'être payant. De petits déficits ne renverseront pas la tendance à la baisse du ratio dette nette/PIB, qui devrait commencer à régresser des 33,8 % actuellement à moins de 30 % d'ici 2016-2017 – une position enviable parmi les économies avancées.

Cette stratégie contribuera à maintenir des taux d'intérêt de long terme avantageux pour l'ensemble de l'économie canadienne et en dessous de ceux des États-Unis. Ce n'est pas un mince exploit si l'on considère que la Réserve fédérale a pesé lourdement sur les taux des obligations du Trésor américain par plusieurs vagues d'interventions directes (Opération Twist, assouplissements quantitatifs) qui ont mis sa crédibilité et son indépendance en jeu. Rien de tel ne s'est produit au nord du 49e parallèle, où le déficit prévu pour le présent exercice financier reste d'à peine 1,0 % du PIB.

Marchés financiers

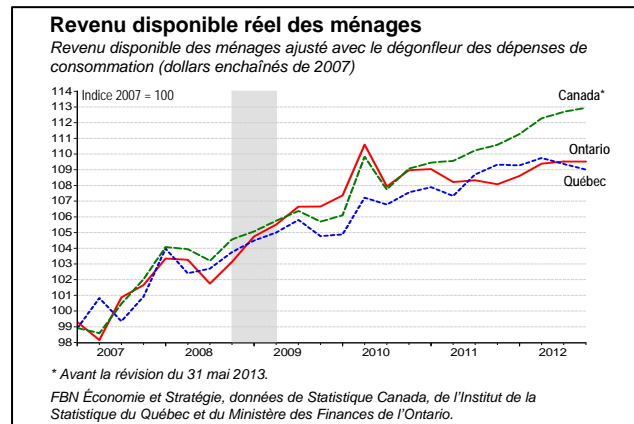
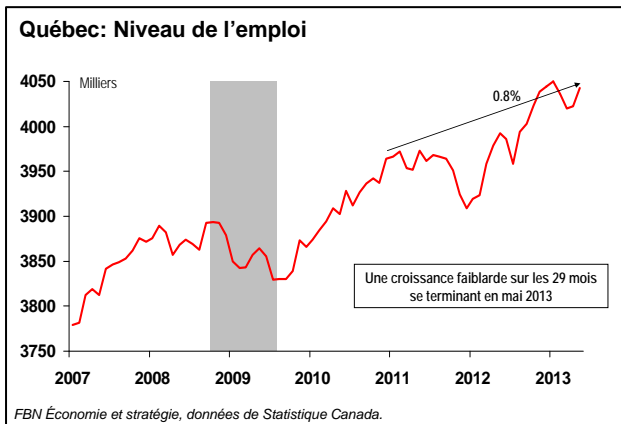
Bon nombre d'indices boursiers phares du monde affichent des rendements excellents depuis le début de 2013. À la fin du mois de mai, l'indice MSCI Monde était en hausse de 13,2 % depuis le début de janvier. L'indice S&P 500 a quant à lui bondi de 14,3 % sur la même période, sa plus belle progression sur cinq mois depuis 1997. L'indice Asie-Pacifique s'est bien comporté grâce au solide programme de stimulation monétaire du Japon, et les principaux marchés boursiers européens ont montré une certaine vigueur. Comme les marchés du crédit fonctionnent bien sur la plupart des marchés, le contexte actuel est caractérisé par de faibles tensions financières. Une amélioration des perspectives de croissance a récemment fait bondir le taux des obligations du Trésor américain de 10 ans bien au-dessus de 2 %. Cette hausse est attribuable aux craintes que la Fed mette fin à son programme d'achats de titres, ce qui selon nous prendra effet en septembre. À moins d'une désinflation continue et de chocs externes, la voie de la moindre résistance pour les taux obligataires sera celle d'une dérive vers les 3% dans les mois à venir, à mesure que la Fed commencera à détricoter son troisième programme de détente quantitative. Les taux

d'intérêt resteraient suffisamment bas pour éviter de faire dérailler la reprise américaine. Les deux épisodes les plus récents au cours desquels le taux des obligations de 10 ans a frisé les 3% (début 2009 et 2011) étaient marqués par un marché du travail morose et une déflation des prix du logement. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. En fait, la poursuite de l'amélioration de la situation des prêts dans les banques commerciales américaines – les taux de défaillance des prêts aux entreprises et aux consommateurs ont chuté à des creux historiques – plaide en faveur d'une augmentation de l'activité de prêt et d'une plus forte croissance du PIB au deuxième semestre de 2013. L'économie américaine semble en assez bonne santé aujourd'hui pour pouvoir se passer de la béquille que représente la détente quantitative.

Il est cependant peu probable que le marché du travail américain se redresse au point que la Fed commence à augmenter son taux directeur avant la deuxième moitié de 2015. Ce n'est que lorsque les marchés financiers anticiperont un tel relèvement que la Banque du Canada commencera à réduire la détente monétaire. Agir de façon plus précipitée risquerait de stimuler le dollar canadien aux dépens des exportateurs. C'est pourquoi que la Banque du Canada n'y procédera probablement pas avant le début de 2015.

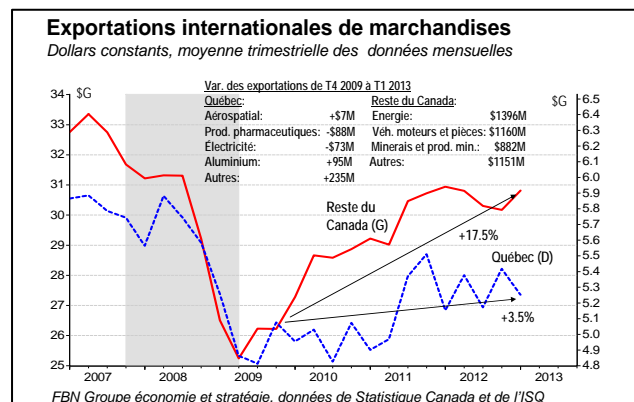
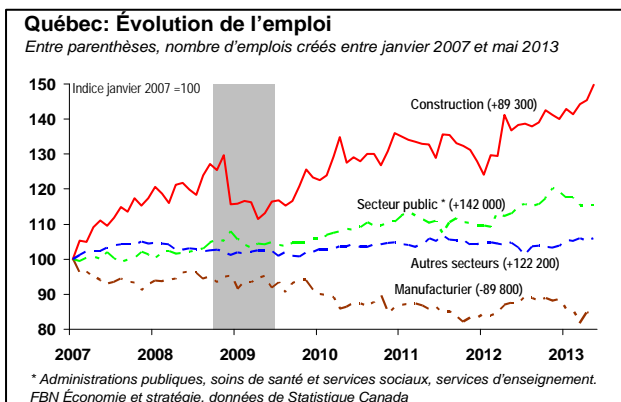
Les économies provinciales

Québec : Une demande intérieure léthargique, un budget équilibré

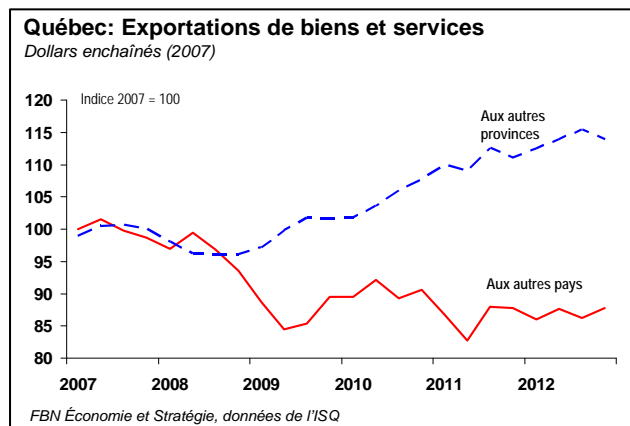
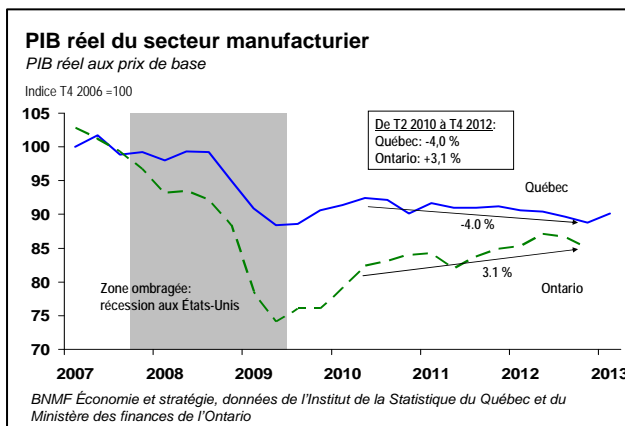


Au Québec, l'emploi a crû modérément, soit un rythme annuel de 0,8 %, au cours des 29 mois allant de janvier 2011 à mai 2013. Du T4 2011 au T4 2012, les dépenses de consommation des ménages n'ont crû que de 0,4 % en termes réels, contre 1,6 % en Ontario, même si le taux d'épargne des ménages québécois est descendu plus vite que celui de leurs homologues ontariens. Un tel résultat ne peut s'expliquer que par des tendances divergentes au plan du revenu disponible des ménages en termes réels. En effet, ce revenu a diminué au Québec au cours de trois des quatre trimestres de 2012. Par rapport au T4 2011, il avait reculé de 0,3 % à la fin de 2012, alors qu'il a progressé de 1,3 % en Ontario. La différence marquante entre les deux provinces n'est pas tant sur la croissance du revenu disponible nominal (Québec : 1,3 %, Ontario : 0,8 %) que sur celle du dégonfleur des dépenses de consommation des ménages (Québec : 1,6 %, Ontario : 0,5%). Cet écart de croissance des prix à la consommation provient en partie d'une montée du fardeau fiscal des Québécois, soit la hausse d'un point de pourcentage, instaurée en début d'année, de la taxe de vente du Québec, l'augmentation de la taxe sur les carburants et de celles sur le tabac et sur les boissons alcooliques.

D'ici la fin de 2013, une accélération de la croissance de l'emploi au Québec est improbable. Depuis 2007, le secteur public et la construction ont été deux vecteurs importants de création d'emplois. La diminution des mises en chantier de logements depuis le début de 2013, la diminution des immobilisations des administrations publiques et le contrôle serré des dépenses du gouvernement provincial devraient créer un ressac de l'emploi dans ces secteurs. De plus, le secteur manufacturier est toujours aux prises avec une léthargie de ses exportations internationales.



D'ailleurs, évalué avec les prix de 2007, le volume des exportations internationales de marchandises du Québec au T1 2013 n'était supérieur que de 3,5 % à celui du T4 2009. Dans le reste du Canada, la progression a été de 17,5 %. Les volumes d'exportations des produits vedettes du reste du Canada ont certes bien fait, avec des croissances de 28 % dans les véhicules moteurs et leurs pièces, de 25 % des minerais et produits minéraux, et de 21 % dans l'énergie. Dans l'ensemble des autres catégories de biens, les exportations du reste du Canada ont crû de 10 %. Au Québec, le volume exporté d'aluminium a crû de 16 %, mais celui des produits aérospatiaux et de leurs pièces a pratiquement fait du surplace. Ce sont là les deux plus importantes catégories d'exportations de la province. Le T4 2009 a constitué des pics d'exportations d'électricité et de produits pharmaceutiques et médicinaux. Avec la révolution énergétique en cours chez nos voisins du Sud, les perspectives d'amélioration des exportations d'électricité s'amouindrissent. En dehors de ces quatre catégories de biens, le volume d'exportations du Québec a crû de 7 %.

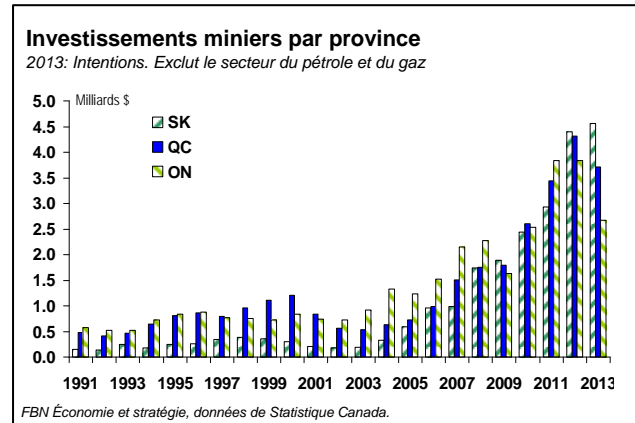
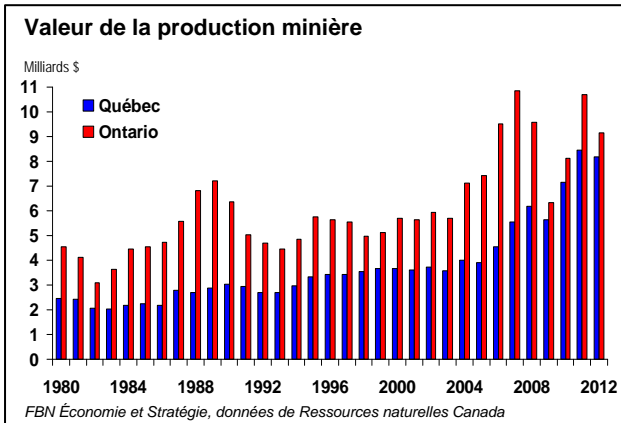


La production manufacturière s'est certainement ressentie de ce manque de tonus des exportations. Après la récession, elle a récupéré une partie du terrain perdu du T3 2009 au T2 2010, au Québec comme en Ontario. Toutefois, du T2 2010 au T4 2012, la production manufacturière a reculé de 4 % au Québec, contre une avancée de 3,1 % en Ontario. Les trois quarts du repli de la production manufacturière au Québec durant la période proviennent de la transformation d'aliments et des produits chimiques. En Ontario, la croissance de la production manufacturière durant la période a été apportée par l'industrie automobile comme on pouvait s'y attendre, quoique la contribution des métaux primaires et des produits métalliques, dont la progression a été de 11 %, s'est avérée tout aussi importante. Au Québec, la production a progressé de 4 % dans ce secteur. En outre, la production de machines a augmenté de 15 % en Ontario, contre 7 % au Québec.

Cela dit, le manque à gagner du Québec en termes d'exportations internationales a été en bonne partie compensé par la progression des exportations aux autres provinces. Le volume des exportations totales de biens et services, interprovinciales comme internationales, n'a été en 2012 qu'inférieur de 2,5 % par rapport à 2007, alors que le retard est de 13 % au seul plan des exportations internationales. Comme près de la moitié des exportations du Québec aux autres provinces sont des services, et que la croissance de ces exportations a été plus forte que celle des biens exportés aux autres provinces, les industries productrices de services en ont particulièrement bénéficié.

De 2007 à 2012, le PIB réel de l'industrie minière (excluant l'extraction du pétrole et du gaz naturel) a crû de 8,6 % au Québec, n'étant devancé que par la Colombie-Britannique, avec 20 %. Si on s'en tient aux minéraux métalliques, le Québec est sans rivale, ayant connu une croissance de la production de l'ordre de 12 %. À compter de 2006, la valeur de la production minière s'est envolée au Québec, si bien qu'elle est

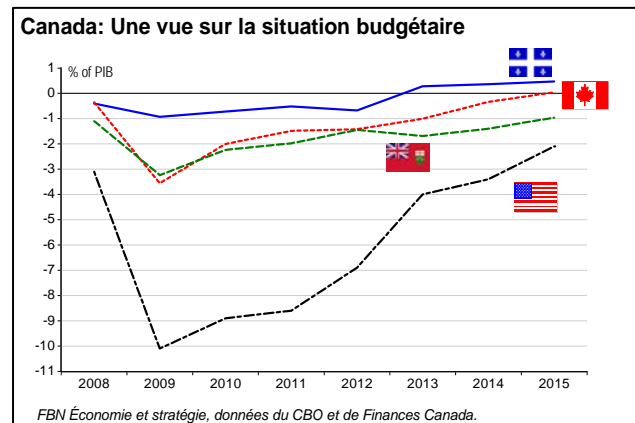
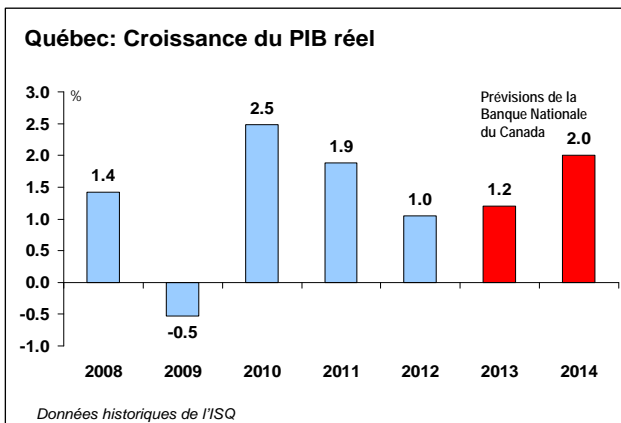
maintenant comparable à celles des trois plus importantes provinces en ce domaine, soit l'Ontario, la Saskatchewan et la Colombie-Britannique.



Au Québec, les intentions d'investissements dans le secteur minier en 2013 sont en retrait par rapport au niveau de 2012, mais la diminution est beaucoup moins importante que celle qui est rapportée pour l'Ontario. D'ailleurs, si ces intentions se confirment, le montant investi au Québec en 2013 excèdera largement celui investi en Ontario pour une deuxième année consécutive. Cela dit, la Saskatchewan est la province où les investissements miniers seront les plus importants en 2013.

Dans l'ensemble, si on exclut les secteurs des administrations publiques, de l'éducation et des soins de santé et de l'assistance sociale, les intentions d'investissements non résidentiels en 2013 sont en avance de 1,7 % par rapport au niveau de 2012, mais presque toute cette croissance provient des services publics. D'ailleurs, si on s'en tient aux seules entreprises privées, les intentions d'investissements sont en retrait de 2,9% par rapport au niveau de 2012. Toutefois, on note une hausse de 1 % des intentions d'investissements en machinerie et équipement.

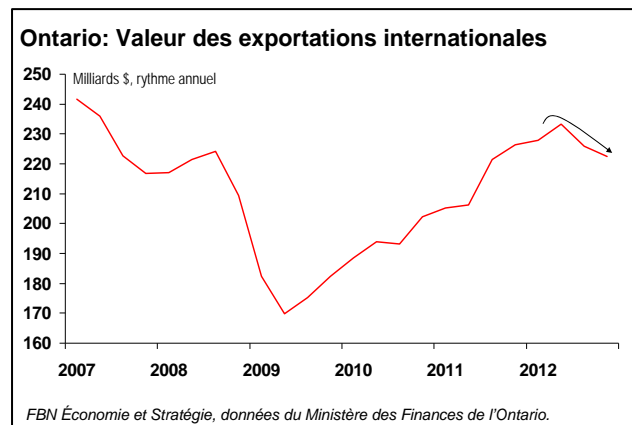
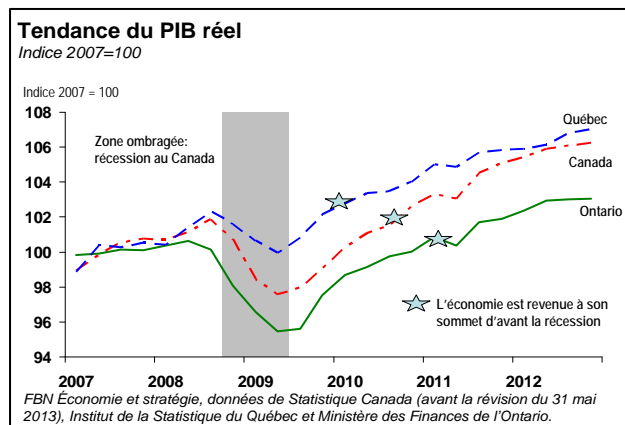
Quoique la croissance de la demande intérieure finale réelle puisse être inférieure à 1 % en 2013, nous anticipons une croissance économique de 1,2 % dans la province en 2013, sur la base d'une poursuite de la progression des exportations interprovinciales et d'une croissance de 3,0 % des exportations internationales. Nous projetons une croissance économique de 2,0 % en 2014.



Étant donné le contexte de croissance économique lente, il est remarquable que parmi les 11 gouvernements fédéral et provinciaux, le gouvernement du Québec soit une des quatre juridictions qui prévoit un budget équilibré dès le présent exercice financier. Afin d'atteindre cet objectif, comme nous l'avons vu, il a fallu hausser le fardeau fiscal. Il reste toutefois que le contrôle rigoureux des dépenses est le facteur crucial.

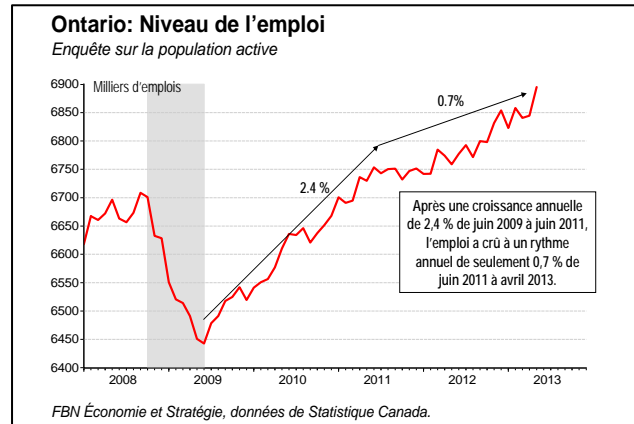
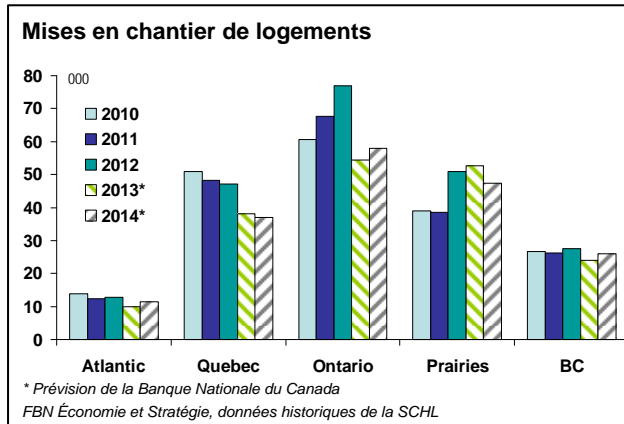
Ontario : Un creux de vague en 2013

Selon le Ministère des Finances de l'Ontario, le PIB réel à la fin de 2012 n'était supérieur que de 3,1 % à son niveau moyen de 2007 (Québec : +7,0 %, Canada : +6,2 %). Cela illustre bien à quel point la récession économique a été profonde en Ontario. De plus, la reprise n'a été plus rapide en Ontario que durant deux brèves périodes (T4 2009 à T3 2010 et S1 2012).



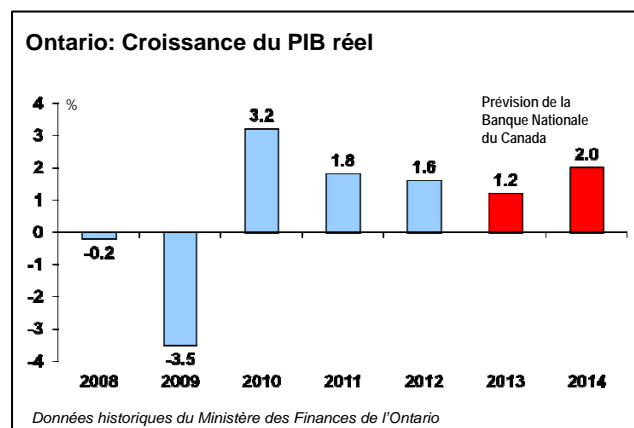
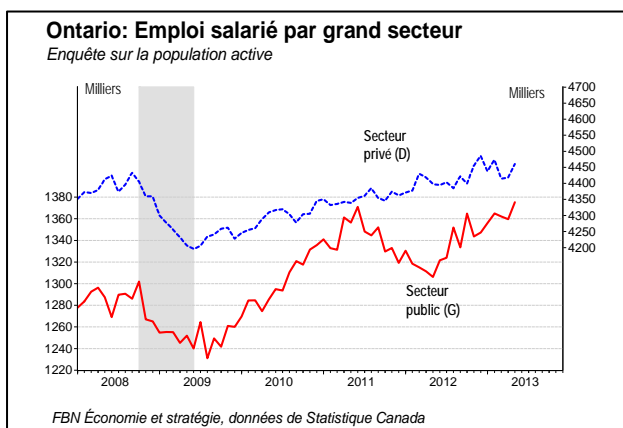
L'économie ontarienne a connu un passage à vide dans le S2 2012. Cela a été dû à une diminution, en termes réels, des dépenses courantes des gouvernements, des investissements en machinerie et équipement des entreprises, des immobilisations des administrations publiques, mais surtout des exportations. Sur une base trimestrielle, seules les exportations en termes nominaux sont disponibles lorsqu'il s'agit de distinguer les exportations internationales des exportations interprovinciales. Les exportations internationales ont clairement diminué au S2 2012, alors que les exportations interprovinciales ont augmenté à pas de tortue. Après quatre mois en 2013, la valeur des exportations internationales de marchandises n'avait progressé que de 0,5 % en glissement annuel, avec des reculs dans six des 12 grandes catégories de biens.

En termes d'industries, la léthargie de l'économie au S2 2012 a été principalement due au secteur manufacturier, alors que la production s'est repliée dans les industries des véhicules moteurs et de leurs pièces, de la machinerie et des produits électriques et électroniques. Les PIB réels du secteur minier, du secteur des arts, des spectacles et des loisirs et de celui des administrations publiques ont aussi décliné.



Après cinq mois en 2013, les mises en chantier de logements sont en retrait de 29 % par rapport au rythme effréné de 2012. Nous croyons que ce déclin sera à l'image de l'ensemble de 2013. Les mises en chantier de logements collectifs sont en diminution de 36 %, la baisse étant concentrée dans le Grand Toronto. Selon *Realnet*, le nombre d'appartements en copropriété en vente dans les édifices en hauteur (ce qui inclut les préventes et les logements en construction) était à un niveau record en avril dernier. En conséquence, les promoteurs à faire preuve de prudence en considérant le lancement de nouveaux projets.

Lors des 24 mois qui ont suivi la fin de la récession, l'emploi a crû au fort taux annuel de 2,4 %. Toutefois, entre juin 2011 et avril 2013, l'emploi n'a crû que par à-coups, à un rythme annuel de seulement 0,7 %. La croissance impressionnante de l'emploi au sortir de la récession est surtout venue du secteur public, où les emplois salariés ont crû à un taux annuel de 5,1 %, contre 1,9 % dans le secteur privé. Le ralentissement de la croissance de l'emploi depuis juin 2011 est dû au fait que l'emploi dans le secteur public s'est mis à fluctuer sans tendance, déclinant d'abord jusqu'au milieu de 2012, puis reprenant presque le terrain perdu.



Une croissance modérée de l'emploi est attendue d'ici la fin de l'année et l'an prochain. En termes réels, les dépenses de consommation des ménages devraient croître plus rapidement que le taux de 1,4 % enregistré en 2012, tout en demeurant sous la barre de 2,0 %. En 2013, la construction résidentielle devrait se replier. Toujours en termes réels, les dépenses courantes et les dépenses d'immobilisations des administrations publiques devraient au total faire du surplace. La progression des investissements des entreprises devrait être modeste suite à la réduction attendue des immobilisations dans le secteur minier. Au total, la croissance de demande intérieure ne devrait surpasser que marginalement l'avancée de 1,0 % de 2012. Les exportations devraient croître de 3,0 % en 2013, soit un rythme nettement inférieur à celui

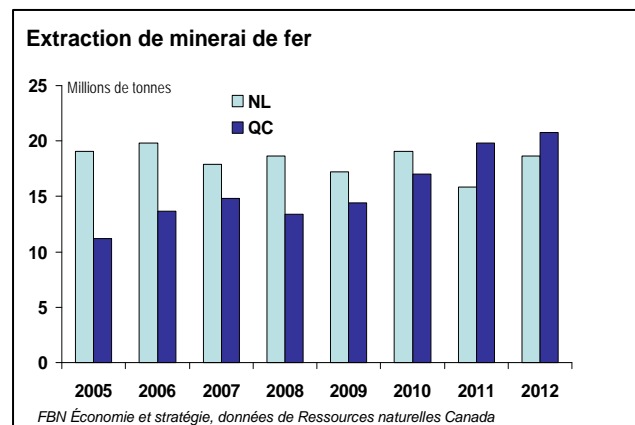
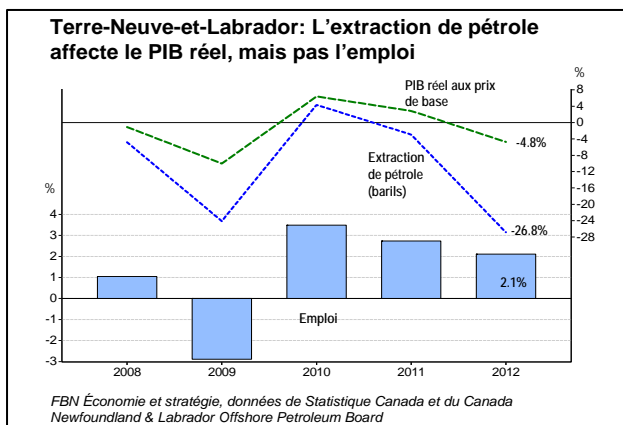
de 5,1 % enregistré en 2012. L'industrie canadienne de l'automobile, dont dépendrait directement ou indirectement un emploi sur six en Ontario, est aux prises avec des problèmes de compétitivité qui nuisent à sa capacité de maintenir sa part du marché américain.

En 2013, la contribution du commerce extérieur à la croissance économique devrait être moindre qu'en 2012. Le PIB réel de la province devrait croître de 1,2 %, taux qui représente un creux de vague par rapport à celui de 1,6 % enregistré en 2012 et celui de 2,0 % attendu pour 2014.

Dans son dernier budget, le gouvernement provincial a démontré que le contrôle des coûts devait prévaloir pendant quelques années pour que l'équilibre budgétaire soit atteint lors de l'exercice financier 2017-2018, étant donné que la croissance des revenus est projetée à un rythme annuel de 3,3 % de 2012-2013 à 2017-2018. Selon le plan budgétaire, les dépenses de programme sont prévues croître de 1,2 % en 2014-2015 et de 0,3 % en 2015-2016, pour ensuite décroître au cours des deux années suivantes. En 2014-2015, toutes les nouvelles dépenses seront concentrées dans les secteurs de la santé, de l'éducation, des services à l'enfance et des services sociaux, tandis que les dépenses dans le secteur de la justice seront gelées et celles l'ensemble des autres secteurs seront réduites de 4 %. Un profil similaire est prévu pour 2015-2016, avec les dépenses dans les secteurs autres que la santé, l'éducation, les services à l'enfance et les services sociaux et la justice sensées diminuer encore, cette fois de 5,3 %.

Provinces de l'Atlantique

À **Terre-Neuve-et-Labrador**, le PIB réel a subi une chute de 4,8 % en 2012 parce que des installations extracôtières ont été temporairement fermées pour cause d'entretien. L'extraction de pétrole brut, qui a compté pour 25 % du PIB réel de la province en 2011, a chuté de 26,8 %. Cela n'a pas empêché l'emploi de croître de 2,1 % en 2012, une troisième année de suite où la croissance de l'emploi a dépassé 2 %. Cette année-là, la croissance de l'emploi a été concentrée dans les services autres que le commerce, les administrations publiques et l'information, la culture et les loisirs. L'emploi à temps plein a crû de 3,2 %, la deuxième meilleure performance au pays derrière l'Alberta.



Un autre secteur important est l'extraction de minerai métallique, qui a compté pour plus de 12 % du PIB réel en 2012. En 2013, l'extraction de minerai de fer connaîtra une expansion (le Québec et Terre-Neuve-et-Labrador comptent pour la quasi-totalité du minerai de fer extrait au Canada), car une nouvelle mine a commencé de produire en octobre dernier. À la fin de l'année, le démarrage des opérations à l'usine

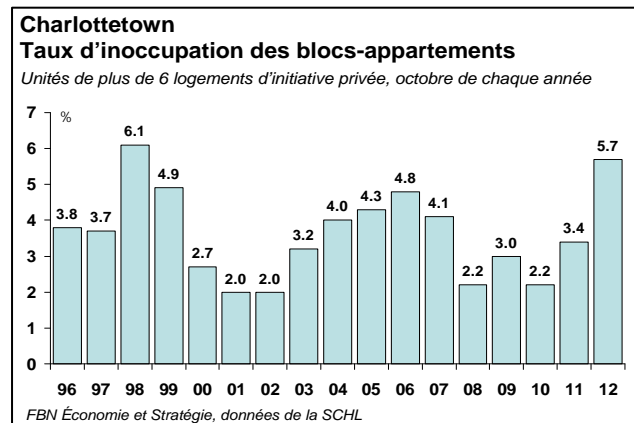
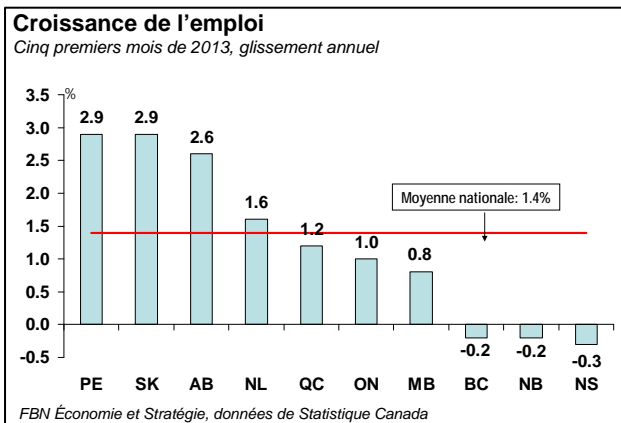
d'hydrométallurgie de Vale à Long Harbour propulsera l'activité manufacturière, tout comme les améliorations majeures apportées à la raffinerie de Come by Chance.

En 2013, les investissements fixes du secteur privé sont en voie de briser le record établi l'an dernier, et pourraient faire de même l'an prochain. Les travaux entourant les projets énergétiques (*Muskrat Falls*, *Hebron*) vont s'intensifier, ce qui préservera le niveau élevé d'activité de l'industrie de la construction, même si la diminution du prix du minerai de fer a incité des producteurs à revoir à la baisse leurs projets d'expansion. Malgré un rebond des prix, les investissements pourraient être limités par la décision du CN de suspendre son projet d'ajout de capacité ferroviaire entre le Labrador et le port québécois de Sept-Îles.

L'extraction de pétrole brut devrait récupérer cette année, mais la maturation des champs pétrolifères créera un déclin de l'activité de 2014 à 2018, soit l'année où le nouveau champ pétrolifère *Hebron* commencera à produire. D'autres embûches sont la fermeture en 2012 de plusieurs usines de produits de la pêche (Marystown, Burin, Port Union, etc.) à cause d'une surcapacité de production et le sabrage des dépenses du gouvernement provincial qui a dû revoir fortement en baisse ses prévisions de redevances. Les dépenses de programmes sont prévues demeurer stables pendant les trois prochains exercices financiers. Le gouvernement provincial réduira de 485 le nombre de fonctionnaires provinciaux, soit 5,4 % environ de la fonction publique provinciale.

Grâce au retour à la normale de l'extraction de pétrole, le PIB réel de la province devrait croître de 4,8 % en 2013, ce qui effacera le recul de 2012. Une croissance économique de 2,5 % est prévue en 2014.

En 2012, la valeur des exportations internationales de marchandises de l'Île-du-Prince-Édouard a grimpé de près de 15 % pour atteindre un montant record. Toutefois, au premier trimestre de 2013, elles étaient inférieures de 2,2 % au montant du même trimestre de l'année précédente, une diminution concentrée dans les pommes de terre, la valeur des exportations manufacturières demeurant en hausse de près de 5 %, soit une croissance similaire à celle des ventes manufacturières. Après cinq mois en 2013, la province connaît, avec la Saskatchewan, le meilleur départ en matière d'emplois, l'acquis de croissance étant de 3,0 % par rapport à 2012, avec une avancée remarquable dans le secteur du commerce.



En termes réels, la production manufacturière a crû de 5 % en 2012, et devrait conserver de l'allant en 2013 et 2014. Toutefois, ce ne sera pas le cas de l'ensemble de la production de biens, qui devrait stagner, car les gains manufacturiers seront compensés par la poursuite du déclin de l'industrie de la construction. En effet, les mises en chantier de logements diminueront, particulièrement dans le secteur locatif où le taux d'inoccupation était à Charlottetown en 2012 le plus élevé depuis 1998. De plus, et tout comme en

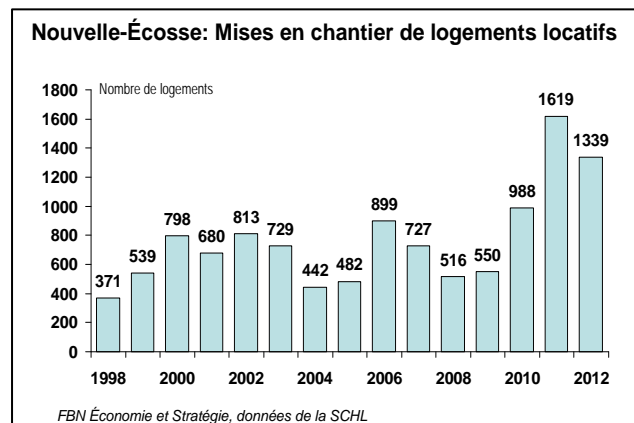
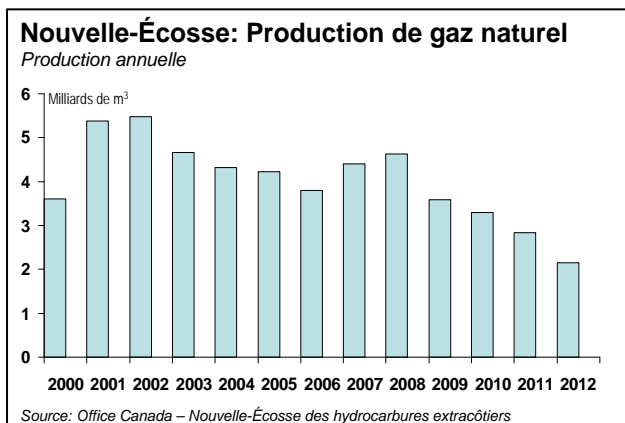
2012, les investissements des administrations publiques devraient diminuer dans les deux chiffres en termes réels, en 2013 et en 2014.

Cette année et l'an prochain, la croissance économique de la province sera donc concentrée dans les services. En particulier, le secteur du tourisme est prometteur, avec une hausse prévue des bateaux de croisière faisant relâche dans le port de Charlottetown de 58 en 2012 à 71 en 2013. Le PIB réel de l'Île devrait croître de 1,5 % en 2013 et de 1,3 % en 2014.

Un manque à gagner de revenus a forcé le gouvernement à retarder d'un an l'atteinte de l'équilibre budgétaire. Celle-ci est maintenant prévue pour l'année financière 2015-2016. L'an prochain, les dépenses totales devraient augmenter de 1,9 %. Le ministère provincial des Services communautaires et des Aînés bénéficiera d'une hausse de 4,6 % et celui de la Santé, d'une augmentation de 2,9 %. Les dépenses seront maintenues aux mêmes niveaux dans plusieurs autres ministères.

En 2012, la croissance économique de la **Nouvelle-Écosse** a été limitée à 0,2 %, à cause du recul de la production de biens. Il faut dire qu'avec l'épuisement graduel du gisement de gaz naturel de l'Île de Sable, le secteur de l'énergie avait affiché un recul de 12,8 %, tandis que la production manufacturière s'est repliée de 3,1 %. En 2013 et 2014, la production de biens contribuera à la croissance économique. L'extraction de gaz naturel au site extracôtier *Deep Panuke*, prévue débuter au milieu de la présente année, stimulera la production d'énergie cette année et encore davantage l'an prochain. Au milieu de 2013, Shell a débuté son programme d'exploration extracôtière de 970 millions \$ sur six ans. L'exécution d'un contrat naval pour le compte de la Marine Royale stimule le secteur manufacturier. La réouverture d'une usine de papier à Port Hawkesbury a fait grimper la valeur des exportations de la province en 2013. Au début de 2014, la relance de la mine Scozinc sera un fait acquis. En cours d'année, il est possible que la mine de charbon Donkin au Cap Breton soit mise en opération.

Depuis plusieurs années, l'emploi n'a fait que fluctuer sans véritable tendance. Au cours des cinq premiers mois de 2013, le taux de chômage s'est situé en moyenne au-dessus de 9 %, un retour au niveau qui prévalait au sortir de la récession. Depuis un an, les effectifs ont beaucoup diminué dans le secteur manufacturier et celui de l'enseignement. À partir de maintenant, l'emploi pourrait amorcer une tendance haussière, mais ce sera à partir d'un creux au premier trimestre de 2013, si bien qu'en moyenne annuelle, le niveau de l'emploi en 2013 pourrait demeurer inférieur à celui de 2012. Dans ce contexte, on comprend la prudence des ménages au plan des dépenses de consommation.

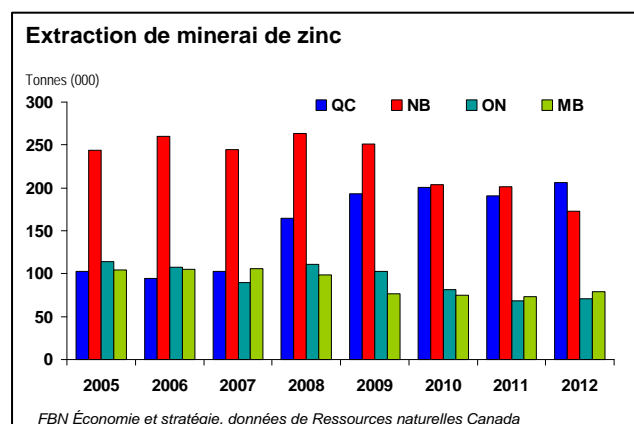
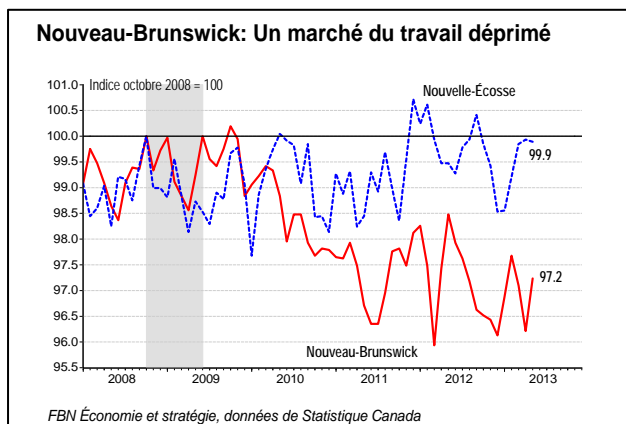


Il serait surprenant que le secteur résidentiel soit un vecteur de création d'emplois. La vague de construction de logements locatifs qui a caractérisé Halifax en 2011 et 2012 devrait s'estomper. D'après l'Association canadienne de l'immeuble, abstraction faite des variations saisonnières, il se vendait près de

1 000 logements par mois au tournant de 2012, mais ce nombre dépasse maintenant à peine 700 unités, une diminution concentrée dans la région d'Halifax-Dartmouth. Par contre, la province est deuxième immédiatement derrière Terre-Neuve-et-Labrador pour la croissance des investissements privés non résidentiels en 2013.

La demande intérieure est affectée par la réduction des dépenses courantes et des immobilisations des administrations publiques. En particulier, le gouvernement provincial prévoit diminuer ses dépenses de programmes lors de l'exercice financier en cours, ce qui lui a permis de présenter un budget équilibré. Cet accomplissement bénéficiera aux ménages grâce à la diminution d'un point de pourcentage en 2014 et d'un autre point de pourcentage en 2015 de la taxe de vente harmonisée. Entre-temps, la prudence des ménages et des administrations publiques se répercutera en un secteur des services qui tournera au ralenti en 2013 comme en 2012. Aussi la croissance économique devrait être modeste en 2013, à hauteur de 1,3 %, avant de s'accélérer à 2,1 % en 2014.

Le **Nouveau-Brunswick** est aussi aux prises avec un marché du travail qui manque de tonus. Le nombre de salariés dans le secteur privé a flanché durant 2010, paradoxalement en période de reprise économique, et ne s'est jamais remis depuis. Le taux de chômage est maintenant dans les deux chiffres, alors qu'il était sous la barre de 9 % au printemps 2010. Le secteur manufacturier représente la moitié des emplois perdus depuis la fin de 2009, les autres pertes étant majoritairement survenues dans les industries de services aux entreprises et les administrations publiques. Dans ce dernier cas, les emplois perdus l'ont surtout été au cours des douze derniers mois. Lors de l'exercice financier 2012-2013, le gouvernement provincial a entrepris un plan triennal visant à réduire, par attrition, la taille de la fonction publique.



Le marché du travail est le reflet d'une économie qui a fait du surplace en 2011 et qui a reculé de 0,6 % en termes réels en 2012. Les immobilisations des administrations publiques et le secteur manufacturier ont été les principales sources de ce recul de l'économie. Dans une moindre mesure, on peut ajouter le secteur minier. À la fin d'avril dernier, les opérations ont cessé à la mine de zinc Brunswick. Déjà, en 2012, le Québec avait supplanté la province pour le tonnage de minerai de zinc extrait. Toutefois, cette fermeture devrait être compensée par la hausse, en cours d'année, de l'extraction de potasse à la mine Sussex, le développement d'autres mines et l'extraction accrue de gaz de schiste. Le secteur minier devrait continuer sur sa lancée tout au long de 2014.

La production manufacturière devrait progresser à un rythme décent en 2013 et 2014. La reprise de la construction résidentielle aux États-Unis semble déjà bénéficier aux exportations de produits forestiers. En mai dernier, un abattoir de poulet a été inauguré à Clair. Par contre, à la fin de 2014, une usine d'emballage de viande va fermer à Moncton.

L'industrie de la construction devrait perdre du terrain sur l'horizon de prévision, ce qui voudrait dire six années consécutives de déclin depuis son sommet en 2008. Nous nous attendons à ce que 2 500 logements soient mis en chantier en 2013, une forte diminution par rapport aux 3 300 unités mises en chantier en 2012. Selon le critère du ratio des ventes aux nouvelles inscriptions, les données de l'Association canadienne de l'immeuble suggèrent que le marché de la revente de maisons est favorable aux acheteurs jusqu'ici en 2013. En octobre 2012, le taux d'occupation des logements locatifs atteignait 9,7 % à Saint-Jean.

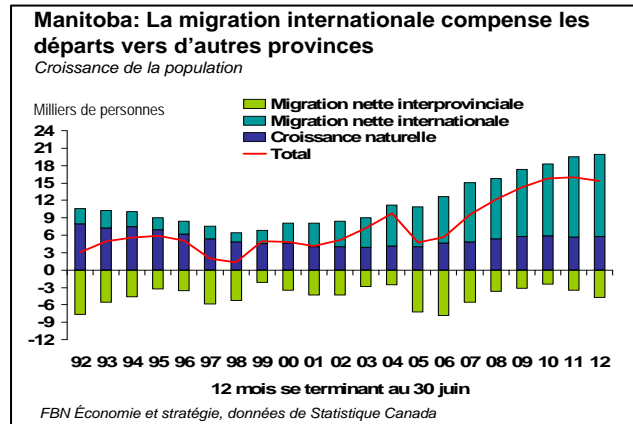
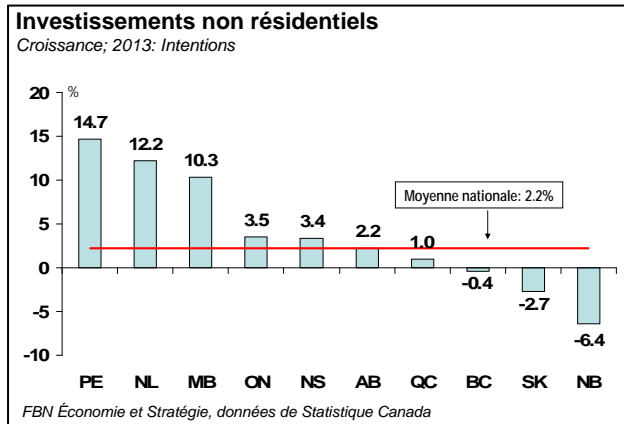
En termes réels, la demande intérieure finale pourrait reculer pour une troisième année de suite en 2013. Les ménages et les entreprises font face à une hausse du fardeau fiscal. Le 1^{er} juillet prochain, le gouvernement provincial va réinstaurer les taux d'impôt sur le revenu des particuliers qui étaient en vigueur en 2006, tandis que le taux d'impôt sur le revenu des sociétés passera de 10 % à 12 %. De plus, le dernier budget provincial contient des initiatives de réduction des dépenses. Une croissance économique quasi inexistant de 2011 à 2013 a pesé sur les finances publiques de la province. Le gouvernement prévoit toujours un déficit budgétaire au terme de son plan pluriannuel, soit en 2015-2016, sauf si la croissance économique et les recettes sont supérieures aux prévisions. La réforme du régime de retraite a bien avancé. Le modèle de « régimes à risques partagés » libère la province de l'obligation de financer les déficits des fonds de pension.

La croissance économique prévue en 2013 sera d'ailleurs la plus faible parmi les provinces canadiennes, à hauteur de 0,8 %. L'expansion de l'activité minière et du secteur manufacturier et la stabilisation de la construction résidentielle seront les facteurs qui permettront une remontée de la croissance économique à 1,9 % en 2014.

Provinces de l'Ouest

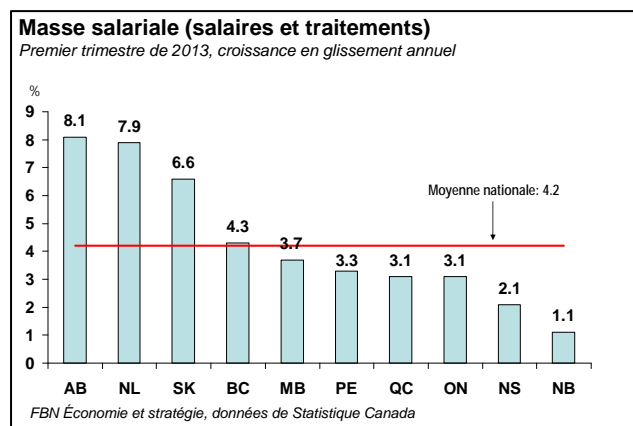
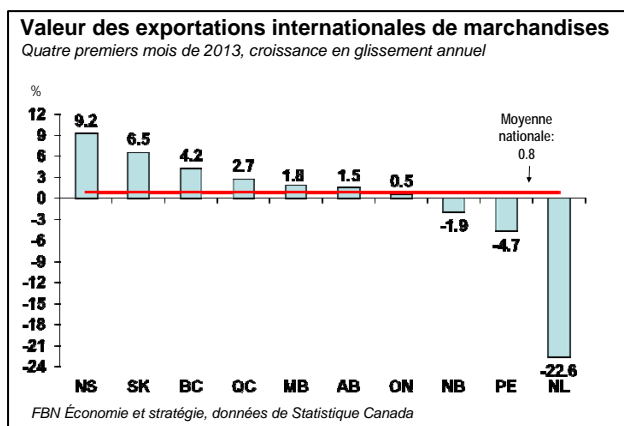
En 2012, le **Manitoba** a connu une croissance économique de 2,7 %, la plus élevée des provinces canadiennes après l'Alberta. Environ le tiers de ce gain est venu du rétablissement des récoltes après les perturbations climatiques de 2011, et d'un bond de plus de 25 % de l'extraction d'hydrocarbures, pour une troisième année de suite. Comme ces phénomènes ne se reproduiront pas sur la période de prévision, il est normal que des taux de croissance économique plus modestes soient attendus pour 2013 et 2014. Ils sont de l'ordre de 1,9 % et de 2,1 % respectivement.

Sur l'horizon de prévision, le Manitoba diffère des provinces maritimes, du Québec et de l'Ontario en ce que la demande intérieure soutiendra la croissance économique sur l'horizon de prévision. Ainsi, selon l'enquête sur les intentions d'investissement, les investissements non résidentiels croîtront solidement en 2013. Plus de 50 % de cette croissance proviendra des services publics, mais on note aussi des contributions significatives des secteurs minier et manufacturier. Dans les deux premiers cas, il s'agira de niveaux record. Le Manitoba est aussi la seule province avec l'Alberta où nous prévoyons une hausse des mises en chantier de logements en 2013 par rapport à 2012. Le Programme des candidats continuera de favoriser l'installation au Manitoba d'immigrants internationaux, ce qui compense largement pour le départ de résidents vers les provinces à forte croissance économique. Malgré une baisse des ventes de logements existants au début de 2013, le ratio des ventes aux nouvelles inscriptions, tel que rapporté par l'Association canadienne de l'immeuble, suggère que le marché du Manitoba est le plus serré au pays.



La croissance de l'emploi et des dépenses de consommation des ménages devrait être satisfaisante sur l'horizon de prévision, malgré la hausse d'un point de pourcentage de la taxe de vente qui entrera en vigueur le 1^{er} juillet 2013. Dans le présent exercice financier, le gouvernement prévoit faire face à un déficit budgétaire représentant 0,9 % du PIB. Il projette de le juguler lors de l'exercice 2016-2017. Pour ce faire, la croissance annuelle moyenne des dépenses de programmes est limitée à 1,9 %.

La **Saskatchewan** a profité de sa dotation en ressources naturelles pour connaître des taux de croissance économique dépassant 4 % en 2010 et 2011. En 2012, la croissance a été plus modeste, de l'ordre de 2,2 %. Cette accalmie a eu trois causes principales. L'année 2011 avait été caractérisée par un retour à la normale de la production agricole après les intempéries ayant marqué 2010. En 2012, dans l'attente de conclure les négociations avec la Chine et l'Inde, la production de potasse avait été interrompue momentanément. Cette année-là, l'industrie de la construction avait plafonné, quoiqu'à un niveau d'activité élevé.



Des contrats d'approvisionnement ont finalement été signés avec la Chine et l'Inde. Les exportations de potasse, qui comptent pour plus du sixième de la valeur des exportations internationales de marchandises de la province, ont donc repris. Malgré des prix en baisse, elles ont procuré près de la moitié de la hausse de la valeur des exportations de la province en glissement annuel au premier trimestre de 2013. Après quatre mois en 2013, cette valeur avait progressé de 6,5 %, la deuxième plus forte hausse au pays.

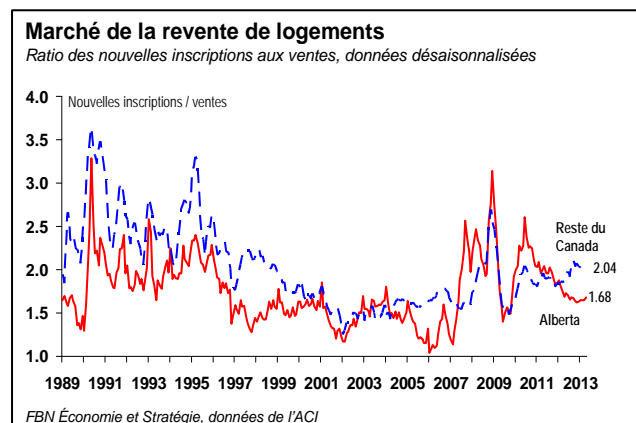
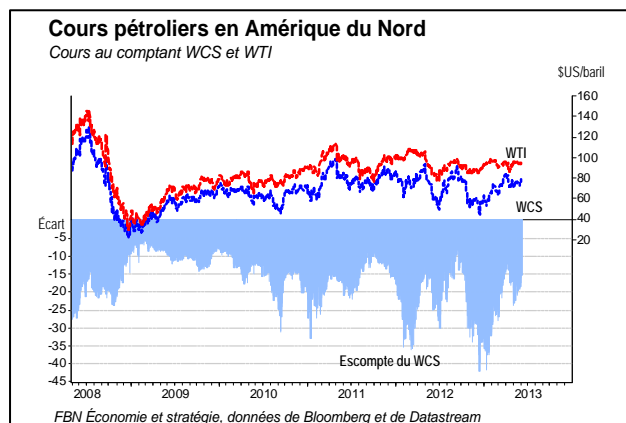
L'emploi a vivement progressé au début de 2013, si bien qu'après cinq mois, l'acquis de croissance par rapport à la moyenne de 2012 était de 2,9 %, le plus important au pays. Cela s'est allié avec une hausse relativement importante de la rémunération horaire moyenne pour gonfler la masse salariale à un rythme de 6,6 % en glissement annuel au premier trimestre de 2013. On imagine donc facilement que les dépenses de consommation des ménages croîtront en termes réels à un taux semblable à celui de 2012, qui fut de 4,4 %.

Une diminution des mises en chantier de logements et des ventes de logements existants est toutefois attendue en 2013. En particulier, il est peu probable que l'entrée nette record d'immigrants dans la province l'an passé sera égalée cette année. De plus, selon l'enquête annuelle de Statistique Canada, les investissements non résidentiels devraient reculer en 2013, principalement dans le secteur manufacturier et l'extraction des hydrocarbures. Les replis dans ces secteurs seront loin d'être compensés par la hausse, plus modeste qu'en 2012, des investissements miniers, même si ces derniers atteindront un niveau record. Par contre, les investissements des administrations publiques croîtront en 2013. Le gouvernement provincial n'ayant pas affiché de déficit budgétaire depuis presque deux décennies, les administrations publiques contribuent davantage qu'ailleurs à la croissance économique.

Le ratio de la dette publique du Fonds de recettes générales au PIB, prévu à 12,6 % du PIB à la fin du présent exercice financier, est projeté diminuer à 11,9 % d'ici la fin de l'exercice 2016-2017. Le service de la dette est proportionnel à ce faible niveau d'endettement, ce qui procure au gouvernement provincial une marge de manœuvre dans l'établissement de ses priorités.

La reprise de l'extraction de la potasse sera le principal facteur amenant une accélération de la croissance économique à 2,7 % en 2013. Une accélération supplémentaire, portant la croissance économique à 2,9 %, devrait survenir en 2014.

Après trois années de croissance économique fulgurante, l'Alberta devrait connaître une accalmie en 2013, encore que le taux de croissance prévue, de 2,4 %, demeure l'un des plus forts au pays. Le problème de capacité d'acheminer le pétrole lourd vers le marché américain est plus que jamais devenu d'actualité vers la fin de 2012, alors que l'escompte entre le prix de référence du pétrole lourd albertain (*Western Canada Select* ou WCS) et le pétrole léger aux États-Unis (*West Texas Intermediate* ou WTI) a momentanément dépassé 40 \$US. Il est vrai que l'escompte a diminué sensiblement depuis. Ne serait-ce qu'en raison de la baisse consécutive des profits des entreprises, l'épisode a probablement incité des producteurs à être moins pressés de réaliser certains investissements dans le développement des sables bitumineux, dans l'espoir d'annonces de projets visant à augmenter la capacité de transport de la ressource.

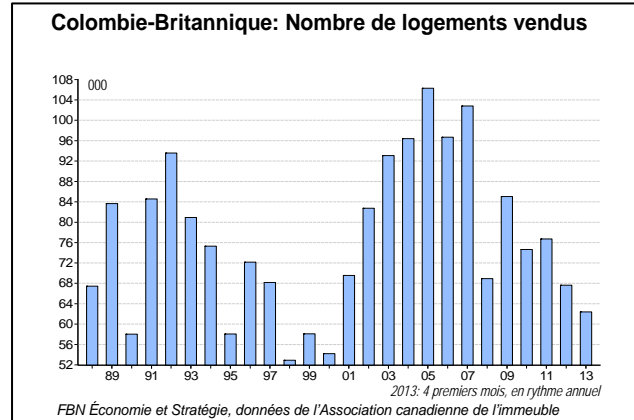
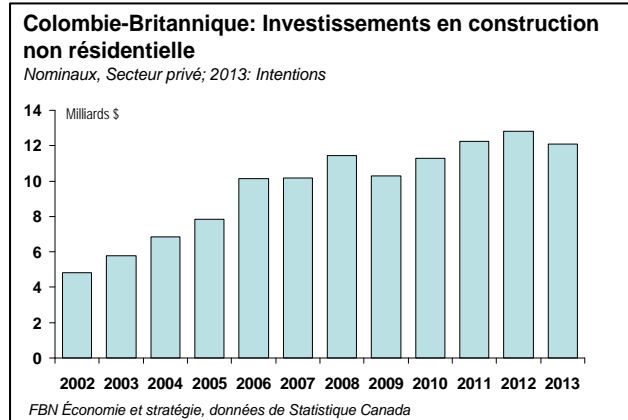


L'emploi dans la province a crû de 2,6 % en 2012, la plus forte avancée au pays. Avec un taux de chômage en moyenne à seulement 4,2 % durant le deuxième semestre de l'année, la rémunération horaire a augmenté fortement. Aussi, les revenus des ménages en font autant. Le faible taux de chômage et les salaires élevés continuent d'attirer les immigrants. Ceux-ci ont besoin de se loger. D'ailleurs, selon le critère des nouvelles inscriptions aux ventes, le marché de la revente de logements dans la province est devenu beaucoup plus serré que dans le reste du Canada. Cela n'avait pas vu depuis la mi-2007, alors que le marché albertain avait entrepris de se corriger après une vague spéculative qui durait depuis 2005. Aussi, l'Alberta devrait être une des deux seules provinces en 2013 où les mises en chantier de logements vont augmenter. La forte hausse des revenus des ménages attise aussi les dépenses de consommation, comme en font foi les ventes au détail qui ont crû de 5,5 % au premier trimestre de 2013 en glissement annuel, là encore la plus forte croissance au pays, les ventes des détaillants ayant diminué dans cinq des neuf autres provinces.

Les perspectives demeurent bonnes pour 2014, alors que la croissance économique devrait atteindre près de 3,0 %. Le seul facteur qui pourrait faire dérailler la croissance économique est une chute du prix WCS en-deçà du seuil qui assure la rentabilité des projets d'investissement. À cet effet, des développements concernant l'accroissement des capacités de transport de la ressource, que ce soit vers les États-Unis, l'Asie ou même l'est du pays, seraient rassurants.

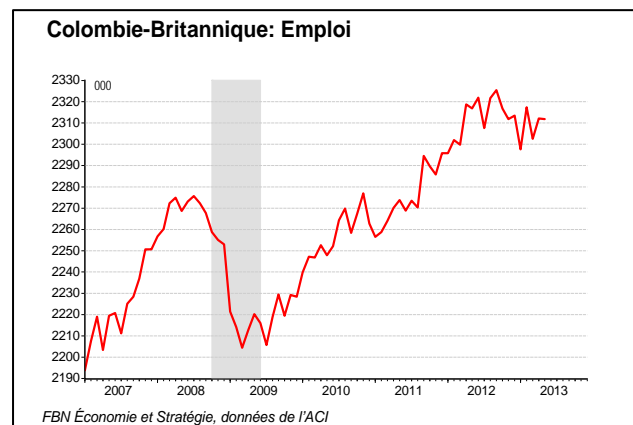
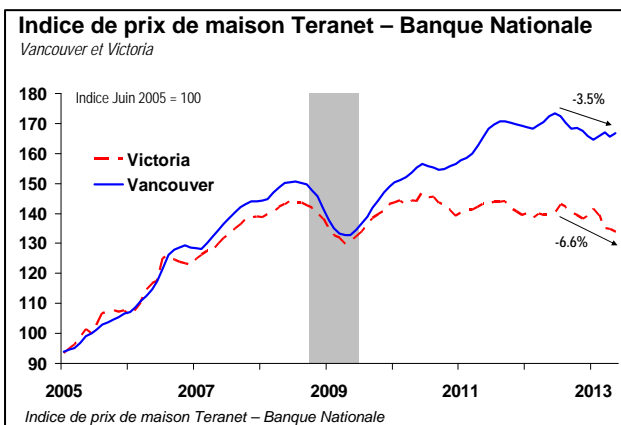
Dans son dernier budget, le gouvernement provincial a mis en place un nouveau cadre budgétaire. Selon ce nouveau cadre, un déficit de fonctionnement est prévu pour le présent exercice financier. Des efforts importants ont été réalisés en vue d'équilibrer les comptes l'an prochain. Ainsi, les dépenses de fonctionnement devraient diminuer cette année par rapport à l'an passé. Même si les dépenses d'immobilisations (qui ne figurent pas dans les dépenses de fonctionnement) prévues pour cette année et dans les deux années suivantes doivent être financées principalement par emprunts, la province continuera de disposer d'actifs financiers nets en croissance alors que les autres provinces ont une dette nette.

Contrairement à l'année précédente, la croissance économique de la **Colombie-Britannique**, à hauteur de 1,7 % en 2012, a été légèrement en-deçà de la moyenne nationale. La modération de l'avancée est principalement due au déclin de 10 % de la production de l'industrie de l'extraction du gaz naturel. En 2013, la mise en service de nouvelles capacités de production contribuera à accroître la production minière et gazière en cours d'année. Toutefois, dans l'ensemble, les industries productrices de biens ne connaîtront une fois de plus qu'un gain modeste en 2013. L'industrie de la construction se ressentira de la diminution des investissements non résidentiels. Après quatre mois en 2013, la valeur des exportations internationales de biens énergétiques (en Colombie-Britannique, principalement du charbon et ses dérivés, du gaz naturel et de l'électricité) est en baisse de 12 % en glissement annuel, la diminution étant concentrée dans les exportations de charbon. Les exportations du secteur manufacturier sont quant à elles stimulées par la reprise de la construction domiciliaire aux États-Unis, comme en témoigne la hausse de 37 % des exportations de produits du bois (à laquelle la Chine est aussi un important contributeur). Mais on note par ailleurs des diminutions, notamment dans le cas du papier, des produits du pétrole et du charbon et des produits chimiques.



L'industrie de la construction est aussi affectée par un ralentissement de la construction résidentielle. En rythme annuel, les mises en chantier de logements ont été relativement fortes du début de 2010 à octobre 2012, s'établissant en moyenne à 27 000 unités. Depuis novembre 2012, la moyenne est plutôt tombée à 23 700 unités, niveau qui sera probablement représentatif de l'ensemble de 2013. Cette diminution est concentrée au plan des logements collectifs dans le Grand Vancouver. Dans l'ensemble de la province, le marché de la revente fonctionne au ralenti. Au cours des quatre premiers mois de 2013, le nombre de logements vendus correspond à celui observé dans une année de vache maigre, soit un peu plus de 60 000 unités contre une moyenne de 76 500 unités au cours des 25 dernières années. Selon l'indice de prix de maison Teranet-Banque Nationale, le prix des logements dans cette région est en baisse de 3,7 % par rapport à son sommet de juin 2012, et de 6,6 % à Victoria.

À compter du dernier trimestre de 2012, le marché du travail est en léthargie. Durant la période, l'Enquête sur la population active fait notamment état de pertes d'emplois dans le secteur manufacturier et dans celui du transport et de l'entreposage. Cette atonie du marché du travail va se répercuter sur les dépenses de consommation en 2013.



À tout prendre, la croissance économique devrait s'aligner sur la moyenne nationale en 2013, à 1,5 % sans plus. Toutefois, l'emploi devrait reprendre du tonus en cours d'année, assurant une certaine relance de la demande intérieure l'an prochain. De plus, le secteur manufacturier devrait être stimulé par l'important contrat de construction navale octroyé par le gouvernement fédéral. Les investissements des entreprises en construction non résidentielle devraient reprendre du poil de la bête, de même que le marché résidentiel. Même si le fardeau fiscal augmente au palier provincial (entre autres, le taux d'imposition des

sociétés est passé de 10 % à 11 % le 1^{er} avril dernier, tandis que le taux d'imposition des particuliers gagnant plus de 150 000 \$ augmentera de 2,1 points de pourcentage à 16,8 % le 1^{er} janvier 2014), la croissance économique devrait s'accélérer en 2014 pour atteindre 2,7 %.

La hausse du fardeau fiscal se justifie par le fait que le gouvernement provincial a déposé un budget montrant un léger excédent budgétaire pour l'exercice en cours. Toutefois, cet excédent provient aussi de revenus ponctuels dégagés par l'aliénation d'actifs excédentaires. Par conséquent, d'autres efforts sont nécessaires pour maintenir la situation excédentaire. Le gouvernement prévoit les réaliser par une gestion serrée des dépenses. Pour le présent exercice et les deux suivants, la croissance annuelle moyenne des dépenses est prévue à 1,5 %, comparée à 3,0 % pour les recettes. Compte tenu des dépenses en immobilisations (non incluses dans les dépenses budgétaires), le ratio de la dette à la charge des contribuables au PIB devrait culminer à 18,3 % en 2014-2015, pour baisser par la suite. La province est en effet une des moins endettées au pays.

Tableaux de prévisions - Provinces

	2008	2009	2010	2011	2012p	2013p	2014p
PIB réel (croissance en %)							
Terre-Neuve-et-Labrador	-1.0	-10.3	6.3	3.0	-4.8	4.8	2.5
Île-du-Prince-Édouard	0.9	0.3	2.6	1.6	1.2	1.5	1.3
Nouvelle-Écosse	2.5	-0.3	1.9	0.5	0.2	1.3	2.1
Nouveau-Brunswick	0.9	-0.6	3.1	0.0	-0.6	0.8	1.9
Québec	1.4	-0.5	2.5	1.9	1.0	1.2	2.0
Ontario	-0.2	-3.5	3.2	1.8	1.6	1.2	2.0
Manitoba	4.0	-0.4	2.5	2.0	2.7	1.9	2.1
Saskatchewan	5.4	-4.0	4.4	4.9	2.2	2.7	2.9
Alberta	1.6	-4.4	4.0	5.1	3.9	2.4	2.9
Colombie-Britannique	1.1	-2.5	3.2	2.8	1.7	1.5	2.7
Canada	1.2	-2.7	3.4	2.5	1.7	1.5	2.2

	2008	2009	2010	2011	2012p	2013p	2014p
Emploi (croissance en %)							
Terre-Neuve-et-Labrador	1.0	-2.9	3.5	2.7	2.1	1.7	1.2
Île-du-Prince-Édouard	1.2	-1.4	3.1	1.9	1.0	2.8	0.3
Nouvelle-Écosse	0.9	-0.1	0.2	0.0	0.6	0.2	0.4
Nouveau-Brunswick	0.6	0.2	-1.0	-1.2	-0.2	0.0	0.4
Québec	1.2	-0.8	1.8	1.0	0.8	1.2	1.0
Ontario	1.5	-2.4	1.6	1.8	0.8	1.0	1.1
Manitoba	1.7	0.0	1.9	0.7	0.9	0.8	1.4
Saskatchewan	1.7	1.3	0.9	0.3	2.2	2.9	1.3
Alberta	3.1	-1.3	-0.4	3.5	2.6	2.0	1.5
Colombie-Britannique	2.0	-2.1	1.8	0.8	1.6	0.1	1.2
Canada	1.7	-1.6	1.4	1.5	1.2	1.0	1.1

	2008	2009	2010	2011	2012p	2013p	2014p
Taux de chômage (%)							
Terre-Neuve-et-Labrador	13.3	15.6	14.3	12.6	12.5	11.5	10.7
Île-du-Prince-Édouard	10.7	12.0	11.3	11.4	11.3	10.9	9.9
Nouvelle-Écosse	7.6	9.1	9.2	8.8	9.0	9.1	8.8
Nouveau-Brunswick	8.5	8.7	9.3	9.5	10.3	10.5	10.1
Québec	7.3	8.5	7.9	7.7	7.8	7.6	7.4
Ontario	6.5	9.0	8.6	7.8	7.9	7.8	7.7
Manitoba	4.2	5.3	5.4	5.4	5.3	5.6	5.7
Saskatchewan	4.1	4.8	5.2	5.0	4.7	4.4	4.8
Alberta	3.6	6.6	6.5	5.4	4.6	4.6	4.8
Colombie-Britannique	4.6	7.7	7.6	7.5	6.8	6.9	6.8
Canada	6.1	8.3	8.0	7.5	7.3	7.2	7.1

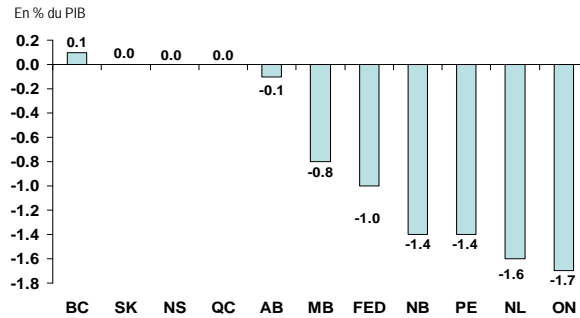
	2008	2009	2010	2011	2012p	2013p	2014p
Mises en chantier de logements (000)							
Terre-Neuve-et-Labrador	3.3	3.1	3.6	3.5	4.0	2.8	3.1
Île-du-Prince-Édouard	0.7	0.9	0.8	0.9	0.9	0.6	0.7
Nouvelle-Écosse	4.0	3.4	4.3	4.6	4.5	4.2	4.7
Nouveau-Brunswick	4.3	3.5	4.1	3.5	3.3	2.5	3.0
Québec	47.9	43.4	51.4	48.4	47.2	38.2	37.0
Ontario	75.1	50.4	60.4	67.8	77.0	54.5	58.0
Manitoba	5.5	4.2	5.9	6.1	7.4	7.8	7.4
Saskatchewan	6.8	3.9	5.9	7.0	10.0	7.0	8.0
Alberta	29.2	20.3	27.1	25.7	33.3	37.9	32.0
Colombie-Britannique	34.3	16.1	26.5	26.4	27.5	24.0	26.1
Canada	211.1	149.1	189.9	194.0	215.2	179.5	180.0

	2008	2009	2010	2011	2012p	2013p	2014p
Indice des prix à la consommation (Croissance en %)							
Terre-Neuve-et-Labrador	2.9	0.3	2.4	3.4	2.1	1.6	1.5
Île-du-Prince-Édouard	3.4	-0.1	1.8	2.9	2.0	1.4	1.5
Nouvelle-Écosse	3.0	-0.1	2.2	3.8	1.9	1.6	0.8
Nouveau-Brunswick	1.7	0.3	2.1	3.5	1.7	1.2	1.5
Québec	2.1	0.6	1.3	3.0	2.1	1.2	1.5
Ontario	2.3	0.4	2.4	3.1	1.4	1.2	1.5
Manitoba	2.2	0.6	0.8	2.9	1.6	2.0	1.9
Saskatchewan	3.2	1.1	1.3	2.8	1.6	1.2	1.5
Alberta	3.2	-0.1	1.0	2.4	1.1	1.2	1.6
Colombie-Britannique	2.1	0.0	1.4	2.3	1.1	0.6	1.3
Canada	2.4	0.3	1.8	2.9	1.5	1.0	1.6

p: Prévisions (Banque Nationale, Groupe économie et stratégie)

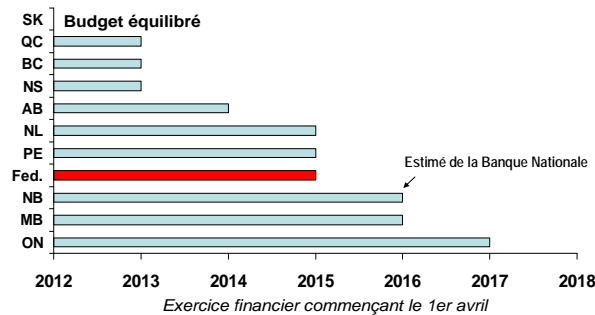
Sommaire des budgets provinciaux 2013-2014

Canada: Soldes budgétaires, année financière 2013-2014



FBN Économie et stratégie, selon les documents budgétaires

Canada: Calendrier de retour à l'équilibre budgétaire



FBN Économie et stratégie, selon les documents budgétaires

Sommaire de la situation financière des provinces

Année financière 2013-2014

Millions \$ sauf si mentionné autrement	T.-N.-L.	I.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.*	C.-B.
Revenus totaux	7,006.9	1,497.8	9,481.2	7,993.9	72,109.0	116,845.0	14,182.0	11,607.3	37,555.0	44,387.0
Revenus autonomes	6,221.2	895.0	6,475.1	5,279.8	55,684.0	94,370.0	10,333.0	9,978.9	32,440.0	36,881.0
% des revenus totaux	88.8%	59.8%	68.3%	66.0%	77.2%	80.8%	72.9%	86.0%	86.4%	83.1%
Contributions du fédéral	785.7	602.8	3,006.1	2,714.2	16,425.0	22,475.0	3,849.0	1,628.4	5,115.0	7,506.0
% des revenus totaux	11.2%	40.2%	31.7%	34.0%	22.8%	19.2%	27.1%	14.0%	13.6%	16.9%
Dépenses totales	7,570.7	1,577.4	9,524.2	8,472.6	72,341.0	127,588.1	14,847.0	11,542.5	38,006.0	44,190.0
Fonds de stabilisation	-	-	-	-	232.0	(1,000.0)	-	(32.4)	-	-
Ajustements	-	-	59.4	-	-	-	147.0	-	-	-
Surplus/déficit (-)	(563.8)	(79.6)	16.4	(478.7)	-	(11,743.1)	(518.0)	32.4	(451.0)	197.0
% PIB	-1.6%	-1.4%	0.0%	-1.4%	0.0%	-1.7%	-0.8%	0.0%	-0.1%	0.1%
Retour à l'équilibre budgétaire	2015-16	2014-15	2013-14	n.a.**	2013-14	2017-18	2016-17		2013-14	2013-14
Coûts du service de la dette / rev. total	12.1%	7.6%	9.4%	8.3%	11.8%	9.1%	5.9%	2.9%	1.1%	5.7%
Coûts du service de la dette / PIB	2.5%	2.0%	2.3%	2.0%	2.3%	1.5%	1.4%	0.4%	0.1%	1.1%
Dette nette/PIB (Mars 2014)	27.7%	36.2%	35.8%	34.2%	48.8%	39.3%	28.7%	5.2%	-1.9%	17.3%

* Plan opérationnel

** Le plan fiscal se termine en 2015-2016 avec un déficit de 102 millions \$.

Source: Ministères des finances.



Cette présentation peut contenir certains énoncés prospectifs. De tels énoncés sont soumis à des risques et à des incertitudes. Les résultats réels peuvent différer considérablement en raison d'une variété de facteurs, notamment des changements de nature juridique ou réglementaire, la concurrence, des changements technologiques et les conditions économiques en vigueur au Canada, en Amérique du Nord ou à l'échelle internationale. Ces facteurs et d'autres doivent être analysés attentivement et les lecteurs ne doivent pas accorder une confiance excessive aux énoncés prospectifs de la Banque Nationale Groupe Financier.

Abonnements:

nathalie.girard@bnc.ca

(514) 879.2529

Also available in English

Groupe Économie et stratégie:

Édifice Sun Life

1155, rue Metcalfe

Montréal (Québec) Canada

H3B 4S9

Le présent document se fonde sur les données publiées jusqu'au 12 juin 2013